

**Tr:JB/Rév:DN**



## **ALLOCUTION D'OUVERTURE DU PRESIDENT DU CONSEIL**

**S.E.M. MOHAMED DIARE  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES ACP ET  
MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**

**A la séance d'ouverture de la 100<sup>ème</sup> session du Conseil des  
ministres ACP à la Maison ACP – Bruxelles (Belgique)**

***Mercredi 10 décembre 2014***

# **ALLOCUTION D'OUVERTURE DU PRESIDENT DU CONSEIL**

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

*S.E.M. Li Yong, Directeur général de l'ONUDI, notre invité spécial,*

*Excellence M. Muhammad Mumuni, Secrétaire général du Groupe ACP,*

*Excellences,*

*Honorables invités, Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi tout d'abord de vous us transmettre les salutations fraternelles de Son Excellence Monsieur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, ainsi que celles du Gouvernement et du peuple guinéens. Je voudrais aussi vous dire combien je suis heureux d'être ici parmi vous aujourd'hui. En effet, c'est pour moi un honneur et un privilège de présider les travaux de cette auguste assemblée réunie à la Maison ACP à l'occasion de la 100<sup>ème</sup> session du Conseil des ministres.

D'après mon humble expérience, le mois de décembre n'est pas toujours la période la plus appropriée pour tenir une réunion internationale. Votre présence ici en ce jour, en dépit des affaires d'État pressantes qui vous occupent dans vos pays respectifs, témoigne de l'importance que vous accordez à la famille des nations ACP, en général, et à cette session ministérielle en particulier.

La présente session est la 100<sup>ème</sup> du Conseil des ministres ACP. Ce chiffre revêt une importance aussi bien dans la vie des personnes que dans celle des nations ou des organisations internationales. Au fil des décennies, nous avons appris à mieux nous connaître. Nous avons mis en place des procédures et des normes qui ont résisté à l'épreuve du temps.

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

Le Groupe ACP a gagné en maturité. Il ne peut plus se définir comme une organisation à la recherche d'une mission. Au contraire, il est devenu un acteur de plus en plus important de la scène mondiale, qui est en quête de nouveaux territoires et d'un mandat toujours renforcé, plus clairement défini et plus ciblé.

Notre identité et nos actions ne font plus aucun doute: nous sommes une organisation intergouvernementale unie par une expérience commune et un sens commun de la destinée et du but collectif sur la scène mondiale. A l'évidence, certains de nos pays sont grands, d'autres sont moyens et beaucoup d'autres encore sont relativement petits. Un bon nombre de nos pays sont enclavés, tandis que d'autres figurent parmi les petits États insulaires. Mais en dépit de ces différences, nous demeurons unis par un lien commun et une fraternité partagée. Comme dit un ancien proverbe africain, une famille c'est comme une forêt; vue de l'extérieur, elle est dense, mais à l'intérieur on s'aperçoit que chaque arbre a sa place.

Selon le droit international, toutes les nations sont égales, et égales devant Dieu, le Créateur Tout-puissant du ciel et de la terre. Tous autant que nous sommes, petits ou grands pays, nous avons en partage l'expérience commune de la marginalité et de la vulnérabilité au niveau mondial. Nous sommes tous unis par notre attachement à la solidarité, à la fraternité des nations, à un monde régi par le droit et par les normes internationales de justice et d'équité.

*Excellences,*

Je demeure convaincu que l'unité et la solidarité sont les seuls moyens par lesquels des pays en développement comme les nôtres peuvent promouvoir leurs intérêts communs et les valeurs qui leur sont chères. Dans un monde plus que jamais intégré du fait de la mondialisation et de la libéralisation des échanges, des capitaux et des marchés, une tendance au recul de l'internationalisme et des actions collectives au niveau mondial semble se dessiner. La légitimité des principales institutions internationales de la gouvernance mondiale est de plus en plus remise en cause. Et pourtant, l'histoire nous enseigne que tous que les dangers liés à l'ordre mondial ont été aggravés par l'absence d'un leadership international et d'un engagement en faveur d'une action collective à l'échelle mondiale.

C'est la raison pour laquelle la réussite du Groupe revêt tant d'importance pour l'avenir de notre humanité commune. Le Groupe ACP compte 79 pays, qui totalisent une population d'environ un milliard de personnes. Nous représentons une partie importante de la famille des nations et, du point de vue des pays pauvres et vulnérables, nous constituons la majorité morale. Non seulement nous comptons, mais nous devons

également continuer à faire entendre notre voix dans le grand concert des nations.

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

Notre réunion se tient à un moment particulièrement difficile. Au moment où je m'adresse à vous, le fléau Ebola fait des ravages dans certains de nos pays en Afrique de l'Ouest, les plus durement touchés étant mon pays, la Guinée, et ses voisins la Sierra Leone et le Liberia. En fait, tous les pays de la Mano River Union ont ressenti d'une manière ou d'une autre l'impact de cette épidémie redoutable.

*Excellences,*

La maladie à virus Ebola est à la fois étrange et étrangère. La grande civilisation Malinke, qui remonte aux temps anciens a le sens de la continuité et de la mémoire collective qui ont été transmises par nos griots, poètes et historiens. Nos anciennes et fières populations n'avaient jamais connu de maladie aux symptômes semblables à ceux de l'Ebola.

Comme chacun le sait, les premiers cas de cette maladie ont été signalés, dès septembre 1976, dans une zone rurale en République démocratique du Congo (RDC). La maladie était, sans aucun doute, inconnue dans nos savanes ancestrales d'Afrique de l'Ouest.

Selon certains experts, le virus Ebola serait apparu dans notre région vers la fin de l'année 2013, mais n'a pas été diagnostiqué rapidement ou même reconnu comme une dangereuse épidémie, étant donné qu'il s'agissait d'un phénomène complètement étrange à nos populations. C'est seulement en mars 2014 que nous avons pris conscience que la Guinée était confrontée à un véritable fléau, avec des cas signalés dans les préfectures au sud du pays, notamment à Macenta, à Guéckédou et à Kossidougou.

Depuis lors, plus de 1971 cas cliniques ont été recensés, dont environ 1260 décès. Les zones névralgiques se situent autour de notre capitale et dans les régions du sud-ouest, frontalières au Liberia. Sur les 34 régions que compte le pays, environ 10 n'ont fait état d'aucun cas d'Ebola.

Toutefois, je suis heureux d'annoncer que grâce aux mesures décisives du gouvernement guinéen et à l'appui de la communauté internationale, le nombre de cas hebdomadaires rapportés a continué d'enregistrer une baisse en fin novembre. Malheureusement, de nouveaux cas ont été signalés dans des régions frontalières telles que Faranah, qui est proche de la Sierra Leone. Nous avons accompli, et je m'en félicite, des progrès considérables vers la réalisation de nos objectifs concernant la lutte contre l'épidémie. Ainsi, plus de 70% des cas déclarés font l'objet de mesures d'isolement, tandis que 80% des équipes chargées des inhumations sont actives sur le terrain.

### *Excellences,*

La maladie à virus Ebola est une tragédie humanitaire dévastatrice pour nos populations. La Banque mondiale a modélisé l'impact macroéconomique sur les pays affectés selon des scénarios "bas" et "haut". Dans l'hypothèse basse, l'épidémie devrait entraîner pour l'Afrique une perte de PIB estimée à 2,2 milliards de dollars en 2014 et à 1,6 milliard en 2015. Dans l'hypothèse haute, ces chiffres s'élèvent à 7,4 milliards de dollars pour 2014 et à la somme astronomique de 25,2 milliards de dollars pour 2015.



Nos économies sont confrontées à la fuite des capitaux. Les investisseurs ne devraient plus revenir. Des emplois sont perdus. Le capital social s'érode. Les familles et les communautés sont traumatisées de façon indicible.

Tout au long de ces épreuves et tribulations, nous avons bénéficié de l'appui encourageant de la communauté internationale, et notamment de nombreux pays frères ACP. Le Coordonnateur de l'Union européenne pour la lutte contre Ebola et le Commissaire européen à l'Aide humanitaire et à la gestion des crises, Christos Stylianides, se sont rendus dans notre région en début novembre pour constater par eux-mêmes la situation sur le terrain. Nous accueillons avec beaucoup d'optimisme l'annonce de nos partenaires européens de débloquent 1,1 milliard d'euros pour soutenir la lutte contre l'Ebola dans les pays durement frappés.

En outre, nous avons eu l'honneur, il y a deux semaines, de recevoir le Président François Hollande, qui effectuait une visite de solidarité à Conakry. Nous avons salué la manifestation de son engagement, lorsqu'il a promis un montant de 100 millions d'euros pour aider à contenir la maladie, en plus d'autres

mesures pratiques destinées à renforcer notre système sanitaire pour mener la lutte ardue contre cette épidémie fatale.

Plusieurs organismes ont fourni des ressources financières et humaines pour nous aider à vaincre cette terrible maladie. Nous ne pouvons que leur exprimer notre gratitude la plus profonde et la plus sincère. Toutefois, je me dois de souligner qu'une action collective d'une plus grande envergure est nécessaire si nous voulons déplacer les montagnes et sécuriser la vie et les moyens d'existence de millions de personnes en Afrique de l'Ouest.

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

Les virus comme Ebola ignorent les frontières. Dans un monde rendu plus petit par les nouvelles technologies de communication et les forces de la mondialisation, les maladies peuvent facilement se jouer des frontières. Par conséquent, il est dans notre intérêt collectif d'aider les pays frappés par des épidémies virales à élaborer des mécanismes de lutte efficaces.

Il n'est pas surprenant que les pays les plus touchés comptent parmi les plus pauvres au monde. Le Liberia et la Sierra Leone ont été secoués par une guerre violente et des troubles civils. La Guinée a été elle-même confrontée à des défis pendant sa difficile transition politique. Lorsque les armes se sont tus, nous nous sommes tous réjouis. Le retour à la démocratie et à l'État de droit augurait d'une nouvelle ère, en redonnant espoir à nos populations.

Avant l'apparition de l'épidémie à virus Ebola, l'Afrique de l'Ouest était la sous-région du continent africain qui enregistrait la croissance la plus rapide. Selon les statistiques de la Banque africaine de développement, la croissance du PIB au sein de la CEDEAO a atteint 6,9% en 2012 et 6,7% en 2013. En dépit de l'épidémie d'Ebola, elle devrait passer à 7,2% en 2014. Il ne fait aucun doute que les perspectives auraient pu être bien meilleures si nous n'avions pas été aux prises avec cette épidémie redoutable.

*Honorables invités, Mesdames et Messieurs,*

La maladie à virus Ebola concerne notre humanité commune et inséparable. Nous continuons à lancer un appel à vous pour nous venir en aide. Nous invitons également nos partenaires européens et la communauté internationale à appuyer les efforts héroïques que nous déployons pour combattre ce fléau et redonner espoir à nos populations. A cet égard, l'appui visant à rendre nos systèmes de santé plus résistants à l'avenir revêt une importance capitale. Il est tout aussi indispensable de réhabiliter nos infrastructures sociales et économiques et de renforcer les budgets nationaux afin de mettre en place une protection sociale efficace et des systèmes de santé viables à long terme.

Selon un adage zulu, peuple originaire d'Afrique du Sud, un mal mystérieux ne se traite jamais avec des médicaments sucrés. Nous, en Guinée, à l'instar d'ailleurs des autres pays touchés, sommes bien conscients des choix difficiles que nous devons opérer. Nous devons faire preuve d'une rigueur accrue dans nos systèmes de dépenses, de façon à ce que les ressources soient mobilisées en faveur des domaines qui en ont le plus besoin et des secteurs qui produiront le plus grand impact en termes

d'amélioration des moyens d'existence. Nous sommes tous appelés à faire des sacrifices, et il appartient aux dirigeants que nous sommes de montrer l'exemple.

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

Nous avons devant nous un programme de travail bien chargé. En effet, outre les questions liées au commerce et aux produits de base, cette 100<sup>ème</sup> session du Conseil doit examiner le budget du Secrétariat ACP pour l'exercice 2015, désigner le nouveau Secrétaire général qui présidera aux destinées de l'Organisation pendant les cinq prochaines années, et entendre le rapport d'étape du groupe d'éminentes personnalités (GEP), qui a été mis sur pied pour nous aider à bâtir un nouvel avenir ambitieux.

Il est inutile de rappeler que le Groupe ACP a besoin d'un leadership pour conduire ses activités et préparer son avenir après 2020. Une nouvelle équipe de la Commission européenne a été mise en place sous la présidence de M. Jean-Claude Juncker. Comme il ressort clairement des résultats des élections législatives européennes tenues cet été, nous devons composer avec une nouvelle Europe résolument située au centre droit. Nous ne pouvons pas, dès lors, continuer à agir comme si de rien

n'était. La lassitude à l'égard de l'aide est un fait dans l'ordre économique international qui se dessine. Il est donc important que le Groupe ACP se repositionne comme une organisation internationale crédible et capable d'optimiser sa capacité à mobiliser des ressources auprès de divers partenaires.

C'est pourquoi le choix de la personne qui deviendra le prochain Secrétaire général est une question cruciale. Comme dit un proverbe ashanti au Ghana, *"une armée de moutons menée par un lion est capable de mettre en déroute une armée de lions menée par un mouton"*. Nous avons grandement besoin d'un lion ou d'une lionne pour diriger, avec ambition, courage et sagacité, notre Organisation dans les années à venir.

Permettez-moi d'utiliser ici mes bons offices en tant que Président du Conseil pour exprimer ma préoccupation concernant le budget et la situation financière de notre Secrétariat. D'après les rapports que nous avons reçus au mois de novembre, environ 25 États membres n'ont effectué aucun paiement au titre de leurs contributions respectives au budget 2014 du Secrétariat, tandis que 28 États membres seulement se sont acquittés intégralement de cette obligation pour le même exercice. Les arriérés dus par 23 États s'élèvent au total à 1,4

million d'euros. Enfin, dix États sont sous sanctions pour défaut de paiement pendant au moins une année entière.

*Mesdames et Messieurs les Ministres,*

Vous conviendrez avec moi que cette situation est intenable. Nous ne pouvons pas exiger autant d'efforts de notre Secrétariat tout en le privant des moyens nécessaires à la réalisation de sa mission. Nous avons été fortement encouragés par les Présidents Teodoro Obiang Nguema Mbasogo de Guinée équatoriale et José Eduardo dos Santos d'Angola, qui ont tous deux fait don de sommes considérables à notre Organisation en plus de leurs contributions statutaires. Ces fonds ont servi à appuyer le fonctionnement du Secrétariat et les travaux du groupe d'éminentes personnalités ACP. Nous exprimons notre profonde gratitude à ces deux pays. Je voudrais saisir cette occasion pour exhorter certains de nos États membres qui jouissent d'une situation financière plus robuste à suivre l'exemple de l'Angola et de la Guinée équatoriale.

Avant de clore mon propos, permettez-moi d'exprimer la joie qui nous anime d'accueillir en notre sein Son Excellence Monsieur Li Yong, Directeur général de l'ONUDI, qui prendra la

parole au cours de la matinée. J'ai également été informé qu'il procédera au lancement de la *Journée africaine de l'industrialisation* demain mercredi 10 décembre lors de la pause-déjeuner. L'Organisation qu'il dirige est un partenaire respecté et privilégié du Groupe ACP. Nous avons conclu avec l'ONUDI un protocole d'accord qui fonctionne très bien pour les deux organisations. Nous espérons poursuivre cette fructueuse coopération pendant encore de nombreuses années.

Enfin, qu'il me soit permis d'adresser mes remerciements au Président du Comité des ambassadeurs ACP, mon compatriote l'ambassadeur Dr Ousmane Sylla, et à ses collègues pour tout le travail préparatoire qui a été accompli afin que la présente session du Conseil des ministres se déroule dans de bonnes conditions et soit couronnée de succès. Nous adressons notre profonde gratitude au Secrétaire général, Alhaji Mohammed Mumuni, ainsi qu'au Secrétariat pour l'accueil chaleureux dont nous avons fait l'objet et pour toutes les dispositions nécessaires prises en vue d'assurer le succès de nos réunions. Je note également que la présente session du Conseil des ministres est la dernière à laquelle participe Alhaji Mumuni avant la fin de son mandat en fin février prochain.



Au cours de la brève période qu'il a passée à la tête de l'Organisation, il a puisé dans sa riche expérience de juriste, de parlementaire et d'homme d'État pour contribuer de façon positive aux activités du Secrétariat. Nous lui adressons nos remerciements pour ses services et son sacrifice inestimables en faveur de la cause ACP.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite plein succès à nos travaux.

\*\*\*\*\*